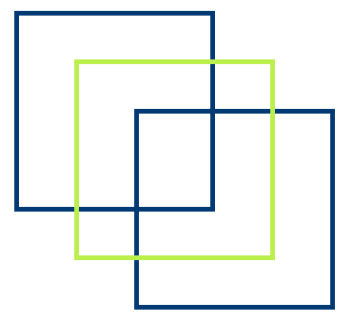


RAPPORT SUR LE FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUÉBÉCOISE SUR L'INDO-PACIFIQUE



RAPPORT SUR LE FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUÉBÉCOISE SUR L'INDO-PACIFIQUE

Le 12 septembre 2024 à Montréal

Afin de sensibiliser et favoriser le dialogue entre divers acteurs et actrices de la société civile québécoise sur la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique lancée en 2022, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM ont organisé conjointement un Forum de la société civile québécoise sur l'Indo-Pacifique le 12 septembre 2024.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), créée en 1976, regroupe plus de 70 organismes de 14 régions du Québec qui œuvrent, à l'étranger et localement, pour un développement durable et humain. En s'appuyant sur la force de son réseau, elle œuvre à l'éradication des causes de la pauvreté et à la construction d'un monde basé sur des principes de justice, d'inclusion, d'égalité et de respect des droits humains. Une dizaine d'organismes de coopération internationale (OCI) membres de l'AQOCI travaillent depuis de nombreuses années avec des partenaires dans la région indo-pacifique.

La Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM agit comme un pôle d'études, de recherches et de diffusion des connaissances interuniversitaires sur l'Asie et l'Indo-Pacifique au Québec, au Canada et dans la Francophonie. Elle est structurée autour de trois axes principaux : stratégie et diplomatie ; économie et commerce ; enjeux sociaux, politiques, environnementaux et émergents.

L'événement qui s'est déroulé au Carrefour des arts et des sciences de l'Université de Montréal (Pavillon Lionel-Groulx 3150, rue Jean-Brillant, Montréal) a permis de réunir un total de 65 participant-es provenant du secteur de la coopération internationale, du milieu académique, de la diaspora et d'Affaires mondiales Canada. L'interprétation simultanée a été offerte pour assurer un déroulement bilingue (français et anglais).

Les principaux objectifs du Forum de la société civile québécoise sur l'Indo-Pacifique étaient les suivants:

- Sensibiliser les acteurs et actrices de la société civile québécoise aux enjeux de la zone Indo-Pacifique, en mettant particulièrement en lumière la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique ;
- Faciliter un dialogue ouvert et constructif entre les différents acteurs et actrices de la société civile québécoise sur les défis et opportunités présents dans la région Indo-Pacifique ;
- Encourager la réflexion collective et la formulation de recommandations concrètes pour soutenir la mise en œuvre efficace de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, en identifiant des actions spécifiques pouvant être entreprises par les acteurs et actrices de la société civile québécoise ;
- Favoriser le réseautage entre les acteurs et actrices de la société civile québécoise qui s'intéressent à la région de l'Indo-Pacifique

L'événement a été diffusé notamment à travers les sites web de l'AQOCI et du CÉRIUM :

- AQOCI : <https://aqoci.qc.ca/activite/forum-de-la-societe-civile-quebecoise-sur-lindo-pacifique/>
- CÉRIUM : <https://cerium.umontreal.ca/nouvelles-et-evenements/evenements/un-evenement/news/eventDetail/Event/forum-de-la-societe-civile-quebecoise-sur-lindo-pacifique/>

SOMMAIRE

Le Forum de la société civile québécoise sur l'Indo-Pacifique, animé par Dominique Caouette, le titulaire de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM et professeur au département de science politique à l'Université de Montréal, a permis un dialogue ouvert sur la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique en favorisant la prise de parole de représentant-es d'organismes de coopération internationale (OCI) qui travaillent dans la région, de chercheur-euses, de membres de la diaspora et de représentant-es d'Affaires mondiales Canada.

1. Mot de bienvenue et présentation de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique par la Directrice générale du bureau de la planification stratégique, des politiques et des opérations pour la région indo-pacifique d'Affaires mondiales Canada, Joanne Lemay

La Directrice générale du bureau de la planification stratégique, des politiques et des opérations pour la région indo-pacifique d'Affaires mondiales Canada, madame Joanne Lemay, a d'abord mis la table en soulignant l'importance stratégique de la région indo-pacifique pour le Canada, qui devrait abriter deux tiers de la classe moyenne mondiale d'ici 2030 et représenter 50 % de l'économie mondiale d'ici 2040. En réponse, le gouvernement canadien a lancé une nouvelle Stratégie pour l'Indo-Pacifique en 2022, axée sur cinq objectifs principaux : promouvoir la paix et la sécurité, investir dans les gens, construire un avenir durable, renforcer les échanges commerciaux et établir le Canada comme partenaire engagé. Avec un investissement prévu de 2,3 milliards de dollars sur cinq ans, cette stratégie finance actuellement 24 initiatives à travers 17 ministères. L'implication de la société civile est cruciale pour adapter la stratégie aux réalités locales et renforcer les relations bilatérales et multilatérales, et ce forum vise à évaluer son efficacité et formuler des recommandations pour son amélioration.

Pour répondre aux besoins économiques de la région, le Canada cherche à accroître sa présence commerciale, notamment dans les secteurs agroalimentaire, énergétique et des infrastructures. Par ailleurs, il investit dans l'aide au développement, renforçant des liens historiques, et soutient des initiatives pour la durabilité environnementale, comme la protection des pêches et la transition énergétique. En s'engageant activement, le Canada vise à prouver sa pertinence sur la scène internationale, illustrée par un nouveau partenariat avec l'ASEAN et la nomination d'un envoyé spécial. Bien que des défis demeurent, le gouvernement est optimiste quant aux futurs résultats de cette stratégie.

2. Éclairage sur l'Indo-Pacifique : Comprendre une région clé dans le paysage mondial

Deux chercheurs ont ensuite présenté quelques éléments d'un portrait de la région. Ari Van Assche, directeur de l'axe Économie et Commerce de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM et professeur au HEC Montréal, a évoqué le déplacement du poids économique mondial vers la région indo-pacifique, particulièrement après l'essor des tigres asiatiques et de puissants voisins comme la Chine. Les entreprises canadiennes ont tout intérêt à investir dans cette région en pleine émergence, où se trouvent de nombreuses chaînes de valeur mondiales, notamment dans la production de semi-conducteurs. Cependant, cette concentration présente des risques, comme le monopole taiwanais sur les puces, pouvant perturber les chaînes d'approvisionnement.

Pour contrer cela, le Canada cherche à réduire sa dépendance envers l'Asie, tout en promouvant des pratiques commerciales éthiques. Le gouvernement vise à responsabiliser les entreprises sur les droits humains, mais la société civile joue un rôle crucial en tant que contrôleur de ces pratiques.

Yann Roche, directeur de l'axe Diplomatie et Géopolitique de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques, et professeur au département de géographie à l'Université du Québec à Montréal, a quant à lui souligné que le concept d'Asie « indo-pacifique » suscite des réactions divergentes. Tandis que certains y voient des opportunités, la Chine le considère comme un outil de contrôle occidental. L'ajout du terme « Indo » suggère un rapprochement avec l'Inde, perçu comme une menace pour la Chine. Dans l'ASEAN, des pays critiquent le terme tout en l'adoptant pour centrer leurs propres intérêts. La Chine refuse de reconnaître ce concept, y voyant une tentative de l'exclure de ses partenaires traditionnels. Le conflit en mer de Chine méridionale, impliquant le Vietnam, les Philippines et la Malaisie, accroît les tensions. L'implication américaine dans cette région complique davantage la situation, plaçant la Chine et les États-Unis en confrontation directe, ce qui rend les stratégies canadiennes plus délicates à mettre en œuvre.

3. La place de la société civile dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique : panel avec 4 représentant-es – Evelyne Forte, Mika Levesque, Feroz Mehdi et Ishita Tiwary

Pour aller plus loin dans la discussion, quatre panélistes ont ensuite parlé de leur travail et de leurs expériences dans la région indo-pacifique, du rôle de la société civile en lien avec la Stratégie du Canada et des défis liés à la mise en œuvre de cette Stratégie.

Expériences des panélistes dans la région

Mika Levesque, de l'ONG Développement et Paix, a discuté de son rôle dans la promotion des droits et libertés à l'international. Elle a souligné la détérioration de la réputation diplomatique du Canada depuis 1988, soulignant notamment que le fait que le Canada se soit vu refuser un siège au Conseil de sécurité de l'ONU comme un moment critique.

Feroz Mehdi, fondateur de l'ONG Alternative, a expliqué sa mission de renforcer les liens entre chercheurs et ONG locales en Asie-Pacifique pour mieux comprendre les besoins des populations.

Evelyne Forte, étudiante à l'Université de Montréal et ex-stagiaire chez Likhaan, a œuvré à la promotion des droits sexuels et reproductifs des jeunes femmes philippines, face à des restrictions dues à l'influence de l'Église catholique.

Ishita Tiwary, professeure à l'Université Concordia, a abordé les relations migratoires entre le Canada et l'Inde, soulignant l'impact négatif des tensions diplomatiques sur la perception de la diaspora indienne. Elle a noté une montée du sentiment anti-Canadien en Inde et vice versa, tout en évoquant les difficultés des immigrantes sans papiers dans ce contexte.

Chaque panéliste a mis en lumière les défis et les opportunités dans leurs efforts respectifs pour soutenir les droits et le développement des communautés vulnérables.

Rôle de la société civile en lien avec la Stratégie du Canada

Les panélistes ont exprimé des préoccupations sur la place de la société civile dans la Stratégie Indo-Pacifique du Canada.

Mika Levesque a souligné que la stratégie couvre une région trop vaste et hétérogène, ce qui complique son application uniforme. Elle déplore l'absence de mécanismes régionaux pour les droits humains et l'inefficacité du financement, qui privilégie souvent de grandes organisations au détriment des projets locaux.

Feroz Mehdi a partagé cette critique et plaidé pour un investissement à long terme dans la création de réseaux locaux qui pourraient mieux répondre aux besoins des populations. Il a remis en question le système d'appels d'offres, qui exclut les projets ne répondant pas aux critères gouvernementaux.

Evelyne Forte a évoqué le rôle crucial de la société civile aux Philippines, qui s'oppose aux normes catholiques préjudiciables. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre les ONG canadiennes et philippines pour répondre efficacement aux besoins des femmes vulnérables.

Ishita Tiwary a abordé les difficultés d'accès au financement pour les petites ONG, exacerbées par un contexte géopolitique défavorable. Cette compétition pour des ressources limite la création de coalitions durables et pousse les ONG à générer des projets ad hoc, les détournant de leur mission essentielle d'informer et d'aider les communautés locales, tout en étant confrontées à des sentiments anti-canadiens et anti-indiens qui entravent leur travail.

Défis liés à la mise en œuvre de cette Stratégie

Mika Levesque a identifié six défis majeurs concernant la stratégie Indo-Pacifique du Canada. D'abord, elle a souligné le risque que l'aide militaire ne renforce les violations des droits humains, en particulier en collaboration avec l'armée des Philippines ou d'Indonésie. Elle a également appelé au respect des droits des peuples autochtones dans les projets d'infrastructure et à éviter que l'aide au développement ne profite qu'aux riches, en appauvrissant les plus pauvres. Levesque a insisté sur la nécessité d'inclure la société civile locale dans les partenariats régionaux pour garantir le respect des droits humains, ainsi que d'adapter la perspective féministe du Canada aux réalités locales, notamment en ce qui concerne les investissements militaires. Enfin, elle a demandé que les objectifs de la stratégie soient réalistes et réalisables.

Feroz Mehdi a mis de l'avant l'importance d'inclure les diasporas dans l'application de la stratégie, en favorisant les échanges étudiants pour créer des dialogues entre nations.

Evelyne Forte a souligné que, bien que des fonds aient été versés aux organismes, cela ne garantissait pas des bénéfices concrets pour les populations locales. Elle a critiqué l'absence de mécanismes de reddition de compte et de barèmes pour évaluer l'impact de l'aide.

Ishita Tiwary a dénoncé l'hypocrisie de la stratégie, soulignant que le Canada, malgré ses attentes en matière de durabilité, est resté un grand pollueur. Elle a également critiqué le ton paternaliste de l'approche canadienne, qui a pu créer un sentiment de complexe de sauveur envers les pays de la région.

4. Principales recommandations en lien avec la Stratégie pour l'Indo-Pacifique

Finalement, des ateliers de discussion portant sur quatre des grandes thématiques de la Stratégie du Canada ont permis de dégager un certain nombre de recommandations pour la poursuite de la mise en œuvre.

Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité

Le groupe de discussion a formulé trois grandes recommandations axées sur une prise de position claire contre les violations des droits humains. Il est crucial que le Canada soutienne les organisations locales qui défendent ces droits, plutôt que de s'allier aux forces armées gouvernementales. En adoptant une voix plus forte sur la scène internationale, le Canada pourrait renforcer sa crédibilité en matière de paix et de sécurité. Cette crédibilité doit s'accompagner d'initiatives concrètes pour protéger les groupes locaux qui surveillent et dénoncent les abus de leurs gouvernements. Une approche « bottom-up » est nécessaire afin de renforcer les ressources et la protection de ces groupes. Pour mettre en œuvre ces mesures, le Canada devrait également collaborer avec des partenaires stratégiques tels que le Japon, qui partage des valeurs et une stratégie similaire en matière de promotion des droits humains et de sécurité régionale.

Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement

Pour accroître les échanges commerciaux et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, il est recommandé d'établir des règles communes parmi les partenaires commerciaux, favorisant des pratiques transparentes et le respect des droits humains. Cette initiative vise à créer des mécanismes de surveillance pour protéger les travailleurs locaux, souvent affectés par les projets d'investissement. De plus, il est suggéré que le gouvernement finance des partenariats avec des agences locales, permettant à la société civile de veiller au respect de ces normes. Enfin, le gouvernement doit encourager les entreprises à considérer les impacts de leurs investissements sur les populations locales en adoptant un code d'éthique clair. Ce cadre doit assurer transparence, éthique et respect des droits des travailleurs, afin d'améliorer le bien-être social au sein des chaînes d'approvisionnement. La collaboration avec la société civile est essentielle pour garantir que les entreprises respectent ce code éthique.

Investir dans les gens et tisser des liens entre eux

Les panelistes ont souligné que la création de réseaux et de relations interpersonnelles est essentielle pour le succès des stratégies politiques, notamment dans le cadre de la stratégie indo-pacifique. Étant donné la diversité des pays ciblés, il est crucial de susciter un intérêt marqué pour les populations desservies. Pour mieux comprendre les réalités locales et identifier les besoins, il est recommandé d'établir ou de renforcer un programme d'échange volontaire d'étudiant·s universitaires. Ces échanges, moins intimidants que les visites de fonctionnaires, permettent aux jeunes de s'immerger dans la culture locale et de construire des réseaux. Parallèlement, des forums étudiants et des plateformes d'échange devraient être créés pour favoriser les interactions entre étudiants et experts, facilitant ainsi l'orientation des financements. Enfin, il est conseillé de réduire le financement accordé aux grandes entreprises privées au profit du développement de l'expertise locale via des projets de recherche et des échanges universitaires, renforçant ainsi la compréhension des enjeux des pays concernés.

Un cocktail de réseautage après l'événement a permis de poursuivre et d'approfondir les discussions entre les participant·es.

ANNEXE 1 - RAPPORT DÉTAILLÉ PRÉPARÉ PAR LAUDIA GRAVEL

Mot de bienvenue par la Directrice générale du bureau de la planification stratégique, des politiques et des opérations pour la région indo-pacifique d’Affaires mondiales Canada, Joanne Lemay

Lors de son allocution d’ouverture, Mme Lemay a présenté l’importance que représente la région indo-pacifique en termes d’opportunités politiques et économiques pour le Canada. Selon les projections des spécialistes, d’ici 2030, la population de la région devrait représenter le 2/3 de la classe moyenne mondiale et d’ici 2040, la région devrait représenter 50% de l’économie mondiale. Reconnaisant l’importance économique de la région à moyen et à long terme, le gouvernement canadien a lancé une nouvelle Stratégie pour l’Indo-Pacifique en 2022.

La Stratégie se concentre sur cinq objectifs interreliés, soit promouvoir la paix, la résilience et la sécurité ; investir dans les gens et tisser des liens entre eux ; bâtir un avenir durable et vert ; accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d’approvisionnement ; et finalement établir le Canada comme partenaire actif et engagé dans la région. À travers cette stratégie, le Canada aspire à devenir un partenaire d’importance pour les pays de cette région et comme un acteur fiable pour le développement économique de ces nations. Depuis son lancement initial, le gouvernement a l’intention d’injecter environ 2.3 milliards de dollars canadiens sur 5 ans pour faire avancer ses objectifs stratégiques. Pour maintenir la transparence dans l’utilisation des fonds publiques, le gouvernement s’engage à réexaminer ce plan aux 5 ans. Présentement, la stratégie finance et/ou soutient le financement de 24 initiatives distinctes, par 17 ministères et agences, ce qui reflète la nature pangouvernementale de la stratégie. Cette stratégie, à travers le financement de ces initiatives d’aide internationale, vise à démontrer l’engagement du Canada à promouvoir les valeurs démocratiques, l’État de droit, le commerce fondé sur des règles éthiques, la paix et la sécurité des droits de la personne, d’égalité de genres, ainsi que la mise en place concrète d’initiatives en matière de changement climatique et d’environnement, et la mise en place de la politique féministe d’assistance internationale.

L’implantation de la stratégie Indo-Pacifique est donc le produit de plusieurs acteurs institutionnels, tels que les ministères et organismes fédéraux, mais surtout par les acteurs sur le terrain qui travaillent en collaboration avec la société civile locale. Ainsi, à travers cette stratégie, le gouvernement cherche activement à diversifier ses partenaires commerciaux, tout en participant au financement d’initiatives favorisant l’assistance internationale au développement dans cette région. Bien que la stratégie soit fondée sur des échanges bilatéraux et multilatéraux avec les multiples pays de cette région complexe, son application et son efficacité reposent majoritairement sur le partenariat avec la société civile canadienne et locale, qui favorise le rapprochement entre ces nations et le Canada. La société civile occupe une place très importante, puisqu’elle permet de mieux comprendre les besoins et les réalités locales des populations que la stratégie cherche à soutenir. Ainsi, ce forum d’échange sert aujourd’hui à faire une mise à jour sur la mise en œuvre de cette stratégie et de formuler des recommandations, de la part de la société civile, pour améliorer son application à long terme.

Éclairage sur l’Indo-Pacifique : Comprendre une région clé dans le paysage mondial

Ari Van Assche – directeur de l’axe Économie et Commerce de la Chaire d’études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM: Réflexion sur les relations en Indo-Pacifique

Depuis les dernières décennies, la trajectoire et le poids économique mondial se sont progressivement déplacés vers la région de l'Indo-Pacifique. En fait, selon les expert·e·s, avant les années 1950, l'évolution et la croissance économique mondiale étaient fortement concentrées dans la région européenne et occidentale. C'est finalement avec l'avènement économique des tigres asiatiques, soit Hong Kong, Taiwan, Singapour et la Corée du Sud (entre 1950 et 1990) en tandem avec leurs puissants voisins économiques, la Chine et le Japon, que les opportunités économiques se sont développées dans cette région dynamique. En fait, en raison de leur forte population (main-d'œuvre et classe moyenne), nos entreprises canadiennes ont intérêt à investir dans la région puisqu'elles ont davantage d'opportunités de bénéficier de faire des échanges économiques dans ces pays en émergence. Ces bénéfices découlent du fait que la grande majorité des chaînes de valeur mondiales se trouve dans cette région, soit les entreprises de semi-conducteurs, les véhicules électriques, etc.

Cependant, cette possession de la production de bien importants pour le marché mondial peut amener plusieurs risques pour la chaîne d'approvisionnement mondial. Par exemple, sachant que les Taiwanais détiennent presque le monopole dans la production des puces de semi-conducteurs, ces derniers peuvent facilement venir perturber les chaînes de valeurs s'ils le désirent. Ainsi, la nouvelle stratégie sert à minimiser ces risques pour les entreprises canadiennes, en essayant de réduire la dépendance canadienne aux produits asiatiques et/ou à la main-d'œuvre asiatique. L'une des stratégies est la création de politiques économiques qui forcent l'assemblage des véhicules asiatiques en territoire canadien ou américain, sous menace de surtaxer leur produit. Malheureusement, ces politiques peuvent avoir des effets néfastes et générer des victimes collatérales en tentant de réduire le monopole chinois, soit augmenter des tensions avec la Corée du Sud et le Japon, qui sont de grands producteurs automobiles mondiaux. Ainsi, malgré qu'elle soit imparfaite et qu'elle puisse générer des tensions avec des alliées de longues dates, la stratégie garde toutefois l'objectif de contrer le monopole économique des Chinois dans certaines chaînes d'approvisionnement économiques importantes.

Une autre orientation de la stratégie économique en Indo-Pacifique est de favoriser la durabilité et la protection des droits humains dans le marché économique. En fait, le gouvernement veut essayer de responsabiliser ses entreprises par rapport à leur utilisation de sous-fournisseurs ayant tendance à violer les droits humains de leurs employé·e·s. Le gouvernement veut sensibiliser ces entreprises à exercer des pratiques commerciales éthiques et responsables à travers la chaîne de valeur mondiale. Par ce travail de sensibilisation et de responsabilisation, le gouvernement veut grandement réduire les effets néfastes, tels que le travail forcé et polluant, et l'empreinte négative de leurs entreprises lorsqu'ils font du commerce international dans cette région. Le Canada s'inspire de la pratique européenne : pour la première fois l'Union Européenne essaie d'influencer et de légiférer les pratiques économiques d'outremer de ses entreprises privées pour les obliger à appliquer les règles du marché européen à leurs échanges hors-frontières.

Bien que la vision gouvernementale se veut progressive, le rôle de contrôle et d'observation des pratiques économiques des entreprises privées reposent encore majoritairement sur la société civile, qui se doit d'agir comme « watch dog » pour le gouvernement.

Yann Roche, directeur de l'axe Diplomatie et Géopolitique de la Chaire d'études asiatiques et indo-pacifiques du CÉRIUM:

Comme mentionné plus haut, le concept d'Asie Indo-Pacifique, existe depuis longtemps et fait partie intégrante de la réalité des nations ciblées par ce concept. Dépendamment de chacun·e, une connotation positive y est parfois associée, tandis que d'autres fois, on lui associe l'idée d'une nouvelle forme de contrôle de la part de l'Occident, particulièrement en Chine.

De plus l'utilisation ou le rajout du mot, « Indo », qui fait référence explicitement à l'Inde, envoie un message clair à la Chine selon lequel l'Occident cherche, à travers un partenariat direct avec l'Inde, à impliquer un nouveau grand joueur économique, ce qui peut être interprété comme une menace potentielle pour la Chine.

À travers les pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN), certains pays sont très critiques envers la notion d'Asie-Pacifique, notamment en raison de la nature des stratégies générées par l'Occident, mais aussi et surtout ce terme ne fait pas de sens dans leur réalité. Cependant, reconnaissant le potentiel derrière son utilisation, les pays de l'ASEAN se sont réappropriés ce terme pour se positionner au centre de ces stratégies, c'est-à-dire en mettant leur intérêts et besoins au centre de l'application de ces stratégies.

Pour ce qui est de la Chine, cette dernière refuse catégoriquement d'utiliser ce terme, puisque pour elle, cela veut sous-entendre que les pays occidentaux essaient activement de contrôler ou de la priver de ses partenaires économiques traditionnels.

Enfin, un autre point actuel de forte contention est le conflit en mer de Chine méridionale. Présentement, le Vietnam, les Philippines et la Malaisie se disputent avec la Chine sur leur revendication territoriale sur ce couloir maritime important pour l'économie régionale et mondiale. Refusant de concéder leurs droits territoriaux à ces nations voisines, la Chine est donc en concurrence directe avec ces pays, ce qui accroît les risques de confrontation directe entre ces nations.

Pour aggraver le conflit régional, les États-Unis continuent de s'impliquer dans ce conflit en profitant des tensions naissantes entre ces nations, particulièrement entre les partenaires de longue date, soit la Chine et le Vietnam. Cette intrusion américaine dans ce problème régional n'est pas perçue par tout le monde comme étant positive, puisqu'elle risque d'intensifier les tensions existantes. Ainsi, dans ce contexte actuel, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, la Chine et les États-Unis se retrouvent en confrontation directe autant sur le plan économique que militaire, ce qui peut rendre l'implantation de stratégie plus complexe pour le Canada, qui est grand allié des États-Unis.

Présentation de la stratégie du Canada sur l'Indo-Pacifique par Mme Lemay représentante d'Affaires Mondiales Canada

Présentement, la mise en œuvre de la Stratégie Indo-Pacifique du Canada s'articule autour de 5 grands objectifs interreliés, soit paix, sécurité et résilience, investir dans les gens et tisser des liens entre eux, bâtir un avenir durable et vert et accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement. L'atteinte de ces grands objectifs se produit à travers la mise en place d'initiatives visant à augmenter l'effort de coopération et l'aide au développement avec des partenaires de qualité dans la région.

Ainsi, devant l'évolution du contexte stratégique de la région Indo-Pacifique, le Canada veut, à travers son premier pilier, augmenter la sécurité régionale puisque la stabilité dans la région est essentielle au bon fonctionnement et à la pérennité des échanges commerciaux entre le Canada et les partenaires économiques locaux. Pour assurer cette stabilité, le Canada vise à accroître son engagement en matière de défense dans la région et financera de gros programmes de renforcement des capacités militaires et civiles, dont une initiative spécifique qui vise à encourager la présence de femmes dans l'élaboration et la mise en place de ces programmes de défense.

Cette aide à la défense militaire vise à aider ces nations à mieux se préparer contre les nouvelles menaces ou celles évolutives dans la région.

Commerce : Puisque la région est importante pour la prospérité économique du Canada et que présentement la région a un besoin criant de partenaires dans le domaine agroalimentaire, en énergie, en minéraux critiques, en infrastructures et en capital humain, le gouvernement veut se présenter comme un partenaire de choix pour répondre à ces besoins. Ainsi, puisque plus de la moitié des opportunités économiques mondiales proviennent de cette région, le Canada a grand intérêt d'accroître son commerce et ses investissements dans celle-ci. Cette diversification va permettre au Canada de rendre ses chaînes d'approvisionnement plus résilientes. En étant présent, engagé et actif dans le domaine du commerce dans cette région, le Canada veut tirer parti du dynamisme économique de la région et ainsi renforcer leur croissance économique à long terme.

L'atteinte de cet objectif se produit à travers le financement de plusieurs initiatives qui permettent le rayonnement du Canada dans cette région.

Investir dans les gens et tisser des liens : L'investissement dans les gens se produit à travers le financement d'initiatives d'aide au développement. Cette aide est fondée sur l'existence de liens de longue date établis entre le Canada et les pays récipiendaires, et peut s'associer au premier programme d'aide, soit le plan Colombo en 1950. Aujourd'hui, les programmes d'aide canadiens visent le renforcement d'un développement inclusif et durable. Par exemple, le Canada vise la création de programmes d'aide bilatérale avec et dans les îles du Pacifique. Aussi, pour renforcer les échanges d'expertises, le gouvernement a créé le programme de collectivités régional, soit un programme qui vise à ouvrir des débouchés académiques et professionnels dans la région. Une autre initiative importante, est l'initiative d'engagement en Indo-Pacifique, qui va servir d'outils pour les organisations à but non-lucratif, les étudiant-e-s et les chercheur-se-s canadien-ne-s qui souhaitent s'engager dans la région et desservir les populations locales.

Bâtir un avenir durable et vert : L'objectif du Canada est d'aider les États à relever ensemble les défis multigénérationnels que représente les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Pour les aider, le Canada s'engage à répondre aux besoins des partenaires dans la région en cherchant à les aider à atteindre les objectifs de développement durable émis par les Nations Unies, et à respecter les engagements climatiques mondiaux. Donc cette aide visera la protection des pêches et océans, la création d'infrastructures durables et la protection et la conservation de la biodiversité, la sécurité alimentaire, la transition énergétique et du financement climatique.

Le Canada partenaire actif et engagé dans la région : En s'engageant activement à travers les 4 orientations, le Canada veut démontrer qu'il est un partenaire présent et engagé dans la région. Cette preuve d'engagement du Canada est importante pour la nouvelle stratégie diplomatique du Canada, pour prouver la pertinence du pays sur la scène internationale, en terme économique et stratégique.

Pour illustrer notre présence, le Canada a récemment établi un nouveau partenariat – ANASE- Canada et à travers ce développement majeur, les représentant-e-s canadien-ne-s ont fait plus de 50 contacts directs avec des acteurs gouvernementaux dans la région. Pour renforcer notre présence, le gouvernement a aussi décidé de nommer un envoyé spécial du Canada dans la région, ce qui prouve la volonté du pays à s'engager davantage dans la région.

Il est important de mentionner qu'il reste encore beaucoup de travail pour réaliser cette stratégie, mais n'étant qu'à sa première phase, le gouvernement Canadien est confiant que cette stratégie va améliorer le statut du Canada dans cette région stratégique.

Quelle est la place de la société civile dans la Stratégie du Canada sur l'Indo-Pacifique – présentation par 4 expert-e-s de la société civile – Evelyne Forte, Mika Levesque, Feroz Mehdi et Ishita Tiwary

Question 1 : Quel est votre travail et quel est votre domaine d'expertise ?

Mika Levesque – Chargée de programme pour l'Asie pour l'ONG Développement et Paix. L'un de ses mandats durant sa carrière au sein du gouvernement fédéral et de sa branche droit et démocratie, fut de promouvoir les valeurs occidentales de droits et liberté à l'international. Cependant, après des coupures majeures au sein du gouvernement fédéral (suivant l'élection de nouveau gouvernement), son poste a été aboli. Selon elle, la période avant 1988 représente pour le Canada ses meilleures années en termes de diplomatie et de réputation internationale. Après cette période d'or, le Canada a perdu cette réputation, suivant de multiples changements de gouvernement et les réorientations drastiques de politiques internationales. Pour elle, le point le plus bas du Canada à l'international, fut le refus de la candidature canadienne pour un siège non-permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Aujourd'hui, travaillant au sein de l'organisation Développement et Paix, elle se charge de mettre en œuvre des partenariats institutionnels avec les régions visées pour aider les populations locales à réaliser des projets servant à améliorer leur situation économique, combattre les oppressions et les inégalités sociales.

Feroz Mehdi – Créateur de l'ONG Alternatives fondée en 1994 :

L'un des principaux mandats de l'ONG est d'augmenter et d'améliorer les contacts et les liens entre les individus (chercheur-se-s-locaux-les), pour développer une meilleure compréhension des besoins réels des personnes locales que les ONG occidentales cherchent à aider. Ce développement de lien interpersonnel se fonde sur la création de programmes de stages à l'étranger, en partenariat avec des institutions gouvernementales et universitaires. L'ONG est très présente dans la région de l'Asie Pacifique et à travers les réseaux des ONG locales. L'objectif de leurs projets est d'améliorer la connexion de ces réseaux (à un niveau méso). En envoyant des étudiant-e-s dans ces ONG, l'organisation souhaite donner un meilleur accès à une multitude de plateformes qui peuvent faciliter l'implémentation de projets et l'engagement de nouveaux acteurs dans ces ONG locales. Ainsi, l'organisation Alternatives joue un rôle de facilitateur en créant des réseaux locaux qui vont faciliter l'implémentation de projets de développement importants qui vont représenter les réalités et les besoins des personnes locales (et de façon conjointe).

Evelyne Forte – Candidate à la maîtrise en Science Politique et Stagiaire chez Likhann

Lors de son stage au sein de l'organisation philippine Likhaan, elle avait la responsabilité de promouvoir les droits à la santé sexuelle et les droits reproductifs des jeunes femmes philippines, soit en offrant des services de conseils mobiles et de la distribution de pamphlets d'informations.

L'organisation est reconnue pour travailler sur le droit reproductif et la santé sexuelle des jeunes femmes philippines dans l'objectif de réduire la mortalité reproductrice et les grossesses non désirées. L'une des orientations de l'organisation est de défendre les politiques publiques visant à protéger ces droits, et de militer auprès des institutions gouvernementales pour la protection de ces droits fondamentaux.

Bien que la laïcité étatique soit reconnue de jure dans la Constitution des Philippines, dans la pratique, cette laïcité est inexistante puisque l'Église catholique détient encore beaucoup de contrôle sur la diffusion des normes sociales et des rôles genrés de la population. Ainsi, dans ce contexte, l'avortement est encore criminalisé et l'accès aux modes de contraception reste très limité pour les jeunes filles. Dans ce contexte, Likhaan représente l'une des rares organisations qui cherche à pallier les lacunes de services pour ces jeunes filles et à défendre leurs droits.

Ishita Tiwary – Professeure adjointe à l'Université Concordia et membre de l'organisation Femme de diverse origine et du centre communautaire des femmes du Sud Asiatique.

Spécialiste de l'Inde et des relations migratoires entre le Canada et l'Inde, le travail des organisations auxquelles elle est affiliée est d'offrir des services aux femmes indiennes immigrantes sans papiers. Dans le cadre de son travail avec ces personnes vulnérables, elle a pu apprendre comment les relations bilatérales entre le Canada et l'Inde continuent de façonner non seulement l'apport d'immigrant·e·s indiens au Canada, mais surtout la perception qu'ont les Indien·ne·s sur le Canada et vice-versa. Cette perception est importante pour le futur et pour l'établissement de ces immigrantes sans papiers, puisque selon la nature des relations, cela peut définir leur accès aux services publics et le stigma qu'elles peuvent subir.

Selon elle, les mauvaises relations actuelles entre le Canada et l'Inde influencent grandement et de façon néfaste l'opinion de la diaspora indienne au Canada, mais aussi l'opinion canadienne envers l'Inde. Ces tensions font en sorte qu'aujourd'hui en Inde, il y a une augmentation d'un sentiment anti-Canadiens et au Canada, d'un sentiment anti-Indiens (hinduphobia). De plus, il est important pour bien comprendre les dynamiques migratoires entre l'Inde et le Canada, comment le régime actuel de l'Inde (qui maltraite ses minorités visibles) influence ce besoin d'immigration des Indien·ne·s moins fortuné·e·s vers le Canada.

Ainsi, ce problème complexe des relations indo-canadiennes a un énorme impact sur le flux migratoire, mais surtout sur la façon dont les femmes indiennes migrantes se font traiter au Canada et même dans leur propre pays.

Question 2 : Comment percevez-vous la société civile au sein de la Stratégie Indo-Pacifique?

Mika Levesque :

Pour elle, il est tout simplement difficile de s'identifier au sein de la Stratégie Indo-Pacifique du Canada, particulièrement comme membre de la société civile. Les 3 raisons principales qui justifient cette absence d'identification peuvent être détaillées comme suit :

- Tout d'abord, elle trouve que la stratégie cible une zone trop large qui contient trop de pays hétérogènes. Pour elle, elle se demande ce que le gouvernement veut dire par Indo-Pacifique : un continent? L'Asie de l'Est, Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud? Étant un amas de nation, aux langues cultures, normes et réalité diamétralement opposées et diversifiées, elle ne comprend pas comment une stratégie peut englober autant toute ces différences dans son application. Ainsi, pour elle il devient presque impossible d'appliquer cette stratégie à l'entièreté de la région et encore moins les mêmes objectifs. De plus, en raison d'une absence de mécanismes régionaux sur les droits de la personne, il devient difficile de négocier ou d'appliquer des recommandations sur ce sujet à tous les États de cette région (absence d'espace commun).

- Puisque la stratégie englobe un territoire large et hétérogène, elle trouve que le champ d'action est trop large, trop vague et que même certains objectifs sont considérés comme contradictoires (par exemple, comment combiner des objectifs de défense sans nuire au bien-être des populations ou des minorités). Pour elle, la stratégie devrait être simplifiée et inspirée de l'ancienne recette gouvernementale en matière de politique internationales, soit les 3D + C -défense, diplomatie, développement + commerce.
- Finalement sa dernière grande critique est qu'il n'est pas de mécanisme de financement efficace pour financer les projets locaux. Au contraire, puisque le financement consiste à de grands montants et que les appels d'offre sont souvent gagnés par des organisations privées ou des grandes organisations qui détiennent cette capacité de dépense, l'argent est souvent donné à la mauvaise place. En effet, selon elle, les projets financés par ces montants ne rejoignent souvent pas les habitants locaux ou ne les bénéficient pas.

Feroz Mehdi :

Similaire à sa collègue, il critique vivement les mécanismes de financement inefficaces du gouvernement et il rajoute que l'argent devrait davantage être investi dans la création de réseaux à long terme. Cet investissement « micro » pourrait davantage servir à créer de véritables réseaux locaux, de personne à personne, qui pourrait faire ressortir les besoins réels des populations locales. À travers ces réseaux, il deviendrait plus facile de financer des plus petits projets qui auraient des impacts concrets sur les populations locales desservies. Encore une fois, il critique la nouvelle méthode de financement, soit les appels d'offre et le financement par projet, puisque dans ce contexte, les projets qui ne correspondent pas aux critères du gouvernement ne reçoivent donc pas de financement.

Evelyne Forte :

La laïcité reconnue dans la Constitution des Philippines n'est pas respectée en pratique. Dans ce contexte, la morale catholique domine l'entièreté des facettes de la vie privée des femmes aux Philippines. Donc dans cette vision, la société civile représente la seule véritable opposition à ces normes préjudiciables pour la vie et le bien-être des femmes. La société civile locale détient le potentiel de représenter un pont entre le féminisme canadien et le féminisme philippin, et donc de répondre aux besoins qu'amène la réalité locale. Cependant, pour être en mesure d'établir ce pont, il devient nécessaire de créer des liens forts entre les ONG locales et canadiennes pour mettre en places des projets qui vont supporter de façon efficace les besoins de ces jeunes femmes vulnérables. Donc, pour être en mesure de réaliser des objectifs sociaux, il devient essentiel pour le gouvernement de se fonder sur leur homologue philippin.

Ishita Tiwary :

Comme les précédents panélistes, elle reconnaît qu'il est compliqué et ardu pour les petites ONG d'obtenir le financement et le support institutionnel du gouvernement pour accomplir les projets nécessaires pour l'amélioration du bien-être des personnes desservies. Elle reconnaît aussi que le contexte géopolitique actuel affecte grandement l'accès aux ressources et l'aide nécessaire au travail efficace des ONG. Cette nouvelle compétition entre ONG pour obtenir du financement fait en sorte qu'il est devenu plus difficile de former des coalitions fortes qui pourrait aider un nombre plus large de personnes vulnérables. Cette grande compétitivité fait en sorte que présentement les organisations génèrent des projets ad hoc qui n'ont pas nécessairement une portée à long terme. En jumelant le problème de création de coalition et d'individualisation des projets à court terme, cela fait en sorte que les ONG doivent faire du travail répétitif puisque que les projets ne sont pas à long terme, ni résolus de façon systématique et en groupe.

Donc, ce travail répétitif des ONG les déraille de leur mission première soit informer la population, aider les besoins réels des communautés, etc. Spécifiquement dans le contexte actuel où le sentiment anti-Indien et anti-Canadien entrave le travail des ONG dans la mise en place de leurs mesures d'aide. En amenant une mauvaise opinion sur les problèmes qu'ils tentent de régler, la portée de leur travail est ralentie.

Question 3 : Quels sont les défis principaux pour la mise en œuvre de la Stratégie ?:

Mika Levesque :

Elle identifie 6 grands défis en lien avec la stratégie Indo-Pacifique

1. La stratégie doit s'assurer que l'aide militaire ne va pas contribuer à l'augmentation de la violation des droits de la personne dans la région (particulièrement si le gouvernement collabore avec l'armée des Philippines ou l'armée indonésienne)
2. Vérifier que les investissements dans les infrastructures par le Canada, se fait dans le respect des droits des peuples autochtones qui habitent souvent sur des territoires convoités par les grandes compagnies (spécifiquement les entreprises minières)
3. S'assurer que l'aide au développement fournie par le Canada ne serve pas à contribuer à enrichir les plus riches et à appauvrir les pauvres.
4. La création de nombreuse ententes entre le Canada et ses partenaires régionaux doivent favoriser la participation active de la société civile locale, pour s'assurer du respect des droits des populations locales.
5. Il serait important que le gouvernement canadien trouve un moyen que leur perspective féministe corresponde à la réalité et prenne en compte les répercussions de l'investissement militaire du Canada (ce questionnement inclut une réflexion sur la présence des femmes dans la stratégie militaire en Indo-Pacifique).
6. S'assurer que les objectifs émis sont réalistes et peuvent être réalisés de façon concrète.

Feroz Mehdi :

Selon lui l'un des plus grands défis de cette nouvelle stratégie est de s'assurer d'inclure les diasporas dans son application, puisque les changements doivent provenir par l'entremise de programme d'échanges étudiants, tant d'étudiant-e-s provenant de l'Asie indo-pacifique que du Canada. L'élargissement de projets internationaux et d'échanges étudiants peuvent faciliter le dialogue entre nations et permettre de mieux identifier les besoins de chacun. Cet élargissement dépend largement de la connexion avec les diasporas puisqu'elles peuvent permettre d'exploiter une facette du soft power canadien, en envoyant un signal fort que le Canada est un partenaire fiable pour la région. Ce soft power pourrait aussi être diffusé à travers l'envoi de jeunes étudiants à travers la région.

Evelyne Forte :

L'un des plus grands défis de cette stratégie est de faire en sorte que l'aide soit réellement acheminée de façon matérielle et sociale. Bien que l'argent soit remis aux organismes ou compagnies privées, cela ne garantit pas que les effets positifs se feront ressentir dans la vie des populations locales, par exemple à travers la création de nouvelles politiques, à travers l'accès à de nouveaux services, ou même à travers le respect de leur droit. La promotion de valeurs et normes occidentales par le Canada ne va pas nécessairement se refléter par une meilleure agentivité ou « empowerment » des femmes dans les pays où la culture et les normes sont très conservatrices.

Ainsi, la réalité du terrain ne favorise pas nécessairement l'acheminement de l'aide internationale, et en l'absence de mécanisme de reddition, il devient complexe de prouver l'utilisation des fonds octroyés par les ONG financées. De plus, actuellement, il n'y a pas de barème pour évaluer l'impact de l'aide matérielle. Enfin, en période de catastrophes naturelles, ces événements éclipsent et surplante les droits et les besoins des femmes, ce qui influence leur invisibilité.

Ishita Tiwary :

Les attentes, les critères et les standards ne sont pas les mêmes pour tous. Par exemple, nous avons des grandes attentes de développement durable et vert pour cette région, pourtant le Canada est encore l'un des plus grands pollueurs mondiaux, et continue à faire acheminer nos déchets dans cette région. Ainsi, elle critique fortement l'hypocrisie derrière cette stratégie d'aide internationale et même le ton paternaliste dans sa présentation aux pays de la région. De plus, selon elle, le processus de financement génère une compétition entre ONG plutôt qu'une réelle collaboration.

La stratégie incarne en soi la façon dont le Canada perçoit la région, et sa présentation signale à cette région cette perception. De ce signalement, malheureusement, on peut identifier un sentiment de complexe du sauveur, et pire, d'une impression que le Canada veut faire la morale à ces pays (impression qu'ils doivent être sauvés). Ainsi, le Canada devrait être conscient de la façon dont la rhétorique est présentée au monde.

Présentation des principales recommandations sur chaque objectif principal de la SIP :

Atelier Paix, résilience et sécurité :

Les membres sont venus à trois grandes recommandations, qui sont fortement axées sur le déploiement d'une prise de position ouverte et ferme sur les exactions commises contre les droits humains et qui supporte ouvertement les organisations qui défendent ces droits dans leur pays, plutôt que de supporter les forces armées institutionnelles gouvernementales.

Ainsi, en prenant la parole à l'international et de façon plus significative, le gouvernement du Canada serait davantage en mesure d'établir et rétablir leur crédibilité sur la scène internationale en termes de paix et de sécurité.

Comme mentionné, cette crédibilité doit être jumelé à des initiatives concrètes en termes de sécurité qui doivent se traduire par l'appui et la protection des groupes locaux de défenses des droits humains, qui ont comme responsabilité de surveiller et dénoncer les oppressions de leur gouvernement. La promotion de ces valeurs de paix et de résilience doit donc se produire à travers une approche par le bas (bottom-up) en renforçant les ressources et la protection des groupes locaux qui s'occupent de diffuser ces valeurs.

Pour mettre en place ces mesures, le Canada devrait aussi s'appuyer sur leur partenaire stratégique régional, soit le Japon, qui partage une stratégie similaire au Canada.

Atelier tisser des liens entre les gens (people-to-people) :

Comme les panelistes ont pu le mentionner dans leurs échanges, la création de réseaux et de relations entre personnes est le facteur déterminant de la réussite de toutes stratégies politiques. Devant l'amplitude du projet et la diversité des pays ciblés par la stratégie Indo-Pacifique, il devient donc central d'établir et de créer un intérêt marqué pour les populations que nous désirons desservir.

Pour obtenir une meilleure compréhension des réalités sur le terrain et établir les besoins des populations locales (de leur enjeux, problèmes, et solution possible), il est donc recommandé de mettre en place (ou de renforcer) un programme d'échange volontaire d'étudiant·e·s universitaires. Étant moins intimidant que des fonctionnaires, l'envoi de jeunes étudiant·e·s sur le terrain peut faciliter l'apprentissage de la culture, des langages et des mœurs locales qui peuvent sur le long terme se transposer par la création d'un large réseau local. En favorisant ces échanges, les étudiant·e·s peuvent donc mieux recommander la création d'initiatives adaptées aux besoins des personnes locales et par des organisations locales.

À travers la création de ces programmes d'échanges étudiants, il serait donc recommandé en tandem de créer des forums étudiants (universitaires) et des plateformes d'échanges pour que les étudiant·e·s et les expert·e·s puissent se rencontrer fréquemment pour échanger sur les réalités associées à leurs recherches. Ces échanges seraient très utiles pour mieux orienter le financement des initiatives reliées à la stratégie Indo-Pacifique, mais surtout pour offrir de meilleures recommandations pour implanter ces projets de façon éthique et responsable.

Enfin, la dernière recommandation reliée à cet objectif est de moins financer les appels de projet offerts par de grandes entreprises privées et davantage concentrer le financement du développement de l'expertise et des connaissances locales par le biais de financement de projet de recherche universitaire ou de programme d'échange inter-universitaire. En acquérant davantage de savoir sur les populations, nations et pays avec qui nous désirons entretenir des liens forts et durables, il devient impératif de mettre du financement dans le développement des savoirs sur ces nations et leurs réalités.

Atelier Bâtir un avenir durable et vert :

Pour améliorer les objectifs de la stratégie canadienne en matière d'environnement et d'avenir durable, il serait d'abord recommandé d'établir la stratégie en fonction des savoirs autochtones locaux. Reconnaissant que la majorité des territoires occupés aujourd'hui par les populations locales appartenait aux peuples autochtones, ces derniers ont développé à travers les années un savoir spécifique et utile qui pourrait réellement aider à l'implantation de mesures des préventions des catastrophes naturelles, de manière réaliste et efficace. En appliquant réellement le savoir autochtone aux ressources matérielles fournies par le gouvernement canadien, cela pourrait faciliter la mise en place de véritables mesures qui pourraient réduire les pertes humaines et environnementales, d'où vient l'importance de mettre le savoir autochtone au centre de l'élaboration des mesures.

Une autre recommandation fournie par le groupe est la mise en place de mécanismes de financement spécifiques qui servirait à élaborer et implanter des initiatives de prévention des catastrophes, plutôt que de financer des initiatives qui visent à réparer les dégâts suivant les catastrophes (aide humanitaire). En finançant la prévention des catastrophes ou la réduction des conséquences de ces événements, cela pourrait aider de façon plus concrète la résilience des communautés affectées par ces graves événements naturels. Ces initiatives doivent toutefois être organisées en collaboration avec les communautés affectées et avec l'aide des organisations civiles sur le terrain qui connaissent bien les réalités de ces environnements.

Enfin puisque la majorité du financement actuel est octroyé à de grandes organisations (parfois privées), pour être plus transparente dans d'octroiement de fond public, la stratégie devrait inclure un mécanisme de reddition des comptes pour les entreprises, organisations et membres de la société civiles qui reçoivent ces fonds. L'objectif de ce mécanisme est non seulement d'améliorer la transparence dans l'utilisation de fonds publics par des entités semi-privées, mais surtout de s'assurer que l'application de ces projets (particulièrement pour les entreprises extractivistes) soit faite selon un processus éthique et responsable. Ce processus comprend comme point central l'octroi d'un consentement libre, éclairé et non-coercitif par les populations affectées par ces projets.

Atelier : Accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement

Pour être en mesure d'accroître les échanges commerciaux, d'augmenter les investissements et de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement, l'une des recommandations est de mettre en place des règles communes à travers les réseaux de partenaires commerciaux pour établir des pratiques transparentes de commerce et dans le respect des droits de la personne. L'objectif de cette recommandation est de mettre en place des mécanismes concrets de surveillance et de protection des travailleurs locaux, qui sont les premières « victimes » des projets d'investissement et accroissement des échanges commerciaux. Pour s'assurer du fonctionnement éthique et légal de ces grandes entreprises, la deuxième recommandation suggère que le gouvernement finance des partenariats avec des agences locales (acteurs de la société civile) pour veiller au respect de ces règles commune. Finalement, à travers sa stratégie et le financement d'initiatives locales, le gouvernement doit amener les entreprises à prendre en considération les répercussions de leurs investissements sur les populations locales, en implémentant un code d'éthique clair pour mieux guider les pratiques de ces entreprises. Cette obligation de transparence, d'éthique et de respect des droits des travailleurs, provient du besoin d'augmenter le respect du bien-être social dans la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, la dernière recommandation est de mettre en place des partenariats avec la société civile pour qu'il s'assure du respect du code éthique implémenté par le gouvernement canadien par les entreprises privées canadiennes.